

Rome. A l'occasion de cette publication, les journaux catholiques se plaignent que l'on veuille faire peser sur l'Eglise et sur la cour de Rome la responsabilité de la chute de l'empire mexicain. Comme au temps de l'empire romain, dit le *Monde*, aussitôt qu'une calamité publique survient, on entend le cri sinistre: "Les chrétiens aux lions!" En ce qui nous concerne, nous tenons à bien déterminer le sens dans lequel nous avons discuté cette affaire toutes les fois que nous avons eu à nous en occuper. Si nous avions envie de faire dévorer qui que ce soit par les lions, ce ne serait point, dans tous les cas, pour avoir contribué à la chute de l'empire mexicain. Cet événement était prévu depuis longtemps; nous l'avions, quant à nous, jugé inévitable précisément du jour où le nouvel empire avait rompu avec l'Eglise. Ce que nous avons dit, et ce qui n'est point contesté, c'est que c'était le parti catholique et monarchique qui avait provoqué l'expédition du Mexique, qui avait choisi pour instrument de restauration un prince de la maison considérée comme la plus dévouée à l'Eglise et à Rome, et que le jour où il avait vu cet instrument lui faire faute, il l'avait abandonné. Mais nous n'avons point fait de cet abandon un texte d'accusation; nous avons toujours considéré que l'Eglise était dans son droit. Elle devait regarder la conduite de l'empereur qu'elle avait créé comme une trahison, et il est bien clair qu'elle ne l'avait pas envoyé au Mexique pour y continuer et y achever la sécularisation des biens du clergé. Mais, en admettant que le parti catholique et monarchique était dans son droit, nous avons toujours maintenu que la république américaine était également dans le sien en provoquant par tous les moyens possibles la chute d'un établissement créé expressément contre elle. Il est si vrai que pour le parti catholique cette expédition funeste était une véritable croisade contre l'Amérique républicaine, démocratique et révolutionnaire, que, dans sa pensée, elle a toujours été liée à un projet d'intervention dans la guerre civile du Nord et du Sud, et d'alliance avec les Etats esclavagistes. Cela n'est point non plus contesté; l'intervention armée en faveur des Etats du Sud, par conséquent la scission de la grande démocratie américaine, était le pendant nécessaire de l'expédition et de la restauration de la monarchie au Mexique.

C'est pour toutes ces raisons qu'au point de vue français, au point de vue des institutions, des principes et des idées qui règnent en France, nous n'avons point approuvé cette entreprise. Elle nous mettait en antagonisme, et un jour en guerre avec cette Amérique que la France a contribué à affranchir et à fonder; elle nous faisait recommencer au Mexique une campagne de Rome, et restaurer, au prix du sang et de l'argent de la France, un régime, des lois et des institutions que la France a pour jamais condamnés chez elle-même. Nous avons dit que le parti catholique avait, dans cette question, commis deux grandes erreurs: la première, en croyant qu'on pouvait restaurer le trône et l'autel au Mexique avec des éléments en dissolution; la seconde, en s'imaginant que la France d'aujourd'hui, la France de la Révolution et du Code civil, pouvait être l'instrument de la théocratie et de la contre-révolution dans le monde. Il est certain que du jour où le nouvel empereur devenait un libéral, et où il tentait d'introduire dans son empire les institutions modernes, le régime laïque, la liberté des cultes et la sécularisation des biens du clergé, le but pour lequel il avait été choisi était manqué. L'Eglise ne lui devait plus rien et ne pouvait plus voir en lui qu'un ennemi. Aussi, ce qu'il faut reprocher au parti catholique, ce n'est pas d'avoir fait tomber le trône éphémère du Mexique, c'est d'avoir contribué à l'élever.

JOHN LEMOINNE.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

ENTREVUE DES EMPEREURS DE FRANCE ET D'AUTRICHE

La *Presse* de Vienne s'exprime de la manière suivante au sujet de l'entrevue que les empereurs de France et d'Autriche doivent avoir à Salzbourg:

"Nous ne gardons pas rancune à Napoléon des grands changements qui se sont opérés en Europe par son intervention directe ou indirecte, et cela d'autant moins que l'empereur Napoléon lui-même ne les

trouve plus conformes aux intérêts de la France. Au contraire, la population de l'Autriche a accepté sans arrière-pensée l'union de l'Italie et la nouvelle constitution de l'Allemagne, et elle compte que ses sentiments trouveront un écho dans l'action du gouvernement.

"Nous désirons entretenir dorénavant les meilleures relations avec l'Italie, et nous reculons devant la pensée que notre influence politique pourrait être employée dans un but d'intervention dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Sous ce rapport, Allemands, Slaves et Maggyars sont d'accord.

"Nous voulons que l'on cherche à relever l'Autriche, mais par le seul moyen convenable, c'est-à-dire à l'aide du développement à l'intérieur, et ce qui nous tranquillise complètement, c'est que les nouvelles conditions de puissance des Etats européens ne peuvent pas menacer l'existence d'une Autriche régénérée.

"Nous reculons devant toute action à l'extérieur, parce que nous sommes pénétrés de la conviction que, dans aucun cas, il ne pourrait en résulter pour nous un avantage; qu'un agrandissement territorial ne ferait qu'accroître nos embarras, que même les victoires les plus brillantes amèneraient notre ruine financière, et que des défaites auraient pour conséquence la décadence de la monarchie.

"Nous avons dit à différentes reprises que notre opinion était qu'une guerre entre la France et la Prusse n'était pas aussi imminente que semblaient le craindre les spéculateurs. La crainte d'une guerre pèse sans doute sur les esprits, et une collision peut devenir inévitable si la France élève la prétention de diriger les destinées de l'Europe, et, par suite, de vouloir écarter tout rival.

"Pour le moment, la France se montrerait satisfaite si, dans l'affaire du Schleswig-Holstein, la Prusse cédait de même que dans la question du Luxembourg, et l'alliance de l'Autriche aurait pour but de donner plus de force à la pression exercée par les Tuileries sur la cour de Berlin. Mais quelle raison pourraient avoir d'autres Etats d'intervenir pour le maintien du prestige de la France? Aucune, certainement.

"C'est surtout l'Autriche qui a toute raison de ne pas s'écarter de la politique qu'elle a poursuivie avec tant de succès dans l'affaire du Luxembourg. Ce qu'il y aurait de mieux pour nous, selon toute apparence, dans le cas d'une guerre entre la France et la Prusse, ce serait la politique de la libre action. Les grands projets de l'Autriche en Italie et en Allemagne se sont évanouis, et, même en Orient, nous avons tout intérêt à ne pas nous lier d'avance et à nous réserver de régler notre conduite future suivant la tournure que prendront les choses.

"Toutefois, tout cela n'empêche pas que des relations sinon étroites, du moins amicales, avec la puissante et brillante nation française ne soient l'objet de nos desirs les plus chaleureux, et c'est pour cette raison, ainsi que pour ses hautes qualités personnelles, que l'empereur Napoléon serait accueilli en Autriche avec la plus grande distinction.

"Rien ne pourrait éveiller le souvenir de sa première rencontre avec l'empereur François-Joseph à Villafranca, ni de maint espoir déçu, tel que la catastrophe du Mexique. Pourtant la situation particulière de l'empire nous fait désirer qu'à Salzbourg nos hommes d'Etat se bornent à démontrer à l'illustre visiteur la nécessité imposée à l'Autriche de restreindre ses prétentions, et à lui exprimer l'assurance que les meilleures preuves d'amitié à donner à notre Etat consistent dans le maintien de la paix européenne, dont les peuples éprouvent vivement le besoin."

On lit dans la *Nouvelle Presse libre*:

"Il paraît certain que l'empereur Napoléon va rendre visite à l'empereur François-Joseph. Depuis que Napoléon règne en France, il ne s'est jamais autant éloigné des frontières de son empire. On pourrait donc croire que des motifs politiques importants déterminent ce voyage. Cependant nous croyons qu'il n'a été motivé que par la catastrophe du Mexique.

"L'empereur des français ne saurait se faire illusion sur la situation politique et financière de l'Autriche, au point de croire que notre Etat pourrait entreprendre quelque action politique de grand style, de concert avec la France. Sans doute, quand on nous menacera dans nos conditions d'existence, quand on s'attaquera à notre vie, nous devons rassembler toutes nos forces et combattre tant qu'il nous restera une

goutte de sang; mais ce danger ne nous menace pas; l'Autriche a toute chance de le conjurer, si elle sait éviter ce qu'il y aurait de plus périlleux pour elle, la renonciation à la politique de la libre action et l'immixtion dans des crises extérieures.

"On peut donc croire que la vraie manière de juger la visite de l'empereur des français à la cour autrichienne est de la considérer moins comme un acte de haute politique que comme un acte de courtoisie motivé chez l'empereur Napoléon par la catastrophe de Querétaro et le vœu de faciliter le voyage de l'empereur François-Joseph à Paris."

On lit dans le *Diritto* du 10 Août:

"Il continue de courir des bruits persistants touchant quelque mystérieuse combinaison diplomatique. On songerait, dit-on, à une espèce de ligue des neutres, c'est-à-dire, à une association de puissances qui s'uniraient et s'allieraient pour garantir leur inviolabilité et pour localiser la guerre en cas d'événements possibles sur le Rhin. L'Angleterre, l'Autriche et l'Italie feraient partie de cette ligue.

"Bien qu'une telle combinaison soit très louable, et qu'elle réponde à la situation et aux besoins de la majeure partie de l'Europe, et surtout de l'Italie, nous croyons cependant qu'elle existe seulement comme théorie ou comme aspiration honorable.

"Voir l'Autriche rangée parmi les neutres est une circonstance qui rend cette combinaison peu probable, eu égard aux conditions où l'Autriche se trouve depuis l'échec de Sadowa. A ces bruits de ligue viennent se joindre d'autres rumeurs non moins incertaines.

"On dit que le général Cugia, s'arrêtant à Berlin, serait chargé de conjurer une rupture entre la France et la Prusse, et s'il n'y parvenait pas, il devrait par tous les moyens resserrer les liens d'alliance entre Berlin et Florence, liens que les circonstances douloureuses de l'année dernière avaient en partie relâchés. Ce qui ressort de plus évident de tout ceci, c'est la crainte d'une guerre prochaine entre la France et l'Allemagne."

On lit dans la *Gazette de Turin* du 30 Juillet:

"Une fausse nouvelle circule, et il n'est que trop aisé d'en deviner le but. On dit que le général Garibaldi va se concerter avec Mazzini, et se servir de lui pour l'entreprise de la délivrance de Rome. Nous croyons savoir qu'il n'y a pas l'ombre de vérité dans cette nouvelle. Le drapeau du vainqueur de Marsala n'est pas changé; au milieu des trois couleurs nationales brillent toujours les mots sacramentels *Italie et Victor-Emmanuel!*"

On lit dans la *Gazette de Venise* du 28 Juillet:

"Aujourd'hui, comme on l'avait annoncé, a eu lieu au théâtre Malibran un *meeting* dans lequel a été voté l'ordre du jour suivant:

"La population de Venise, usant solennellement du droit de réunion, et considérant que dans la question romaine est impliquée la vie même de l'Italie, en exprimant sa sympathie pour l'initiative insurrectionnelle du peuple romain, demande l'exécution immédiate du vote du parlement italien, qui proclame Rome capitale de l'Italie.

"La population vénitienne félicite le comité national de Rome et le centre d'insurrection à l'occasion de leur fusion, et elle souhaite que cet exemple de patriotisme et de concorde trouve de l'écho chez tous les italiens."

"L'ordre n'a pas été troublé."

Rédacteur responsable, E. LEFEVRE.